



Identification : PM/2026-C-00336

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BASE
Repère support : CC

PROJET DE MARCHÉ

MAINTENANCE ELECTROMECHANIQUE DU CEA MARCOULE

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	02/2026	C. CARMINATI	F. PUJOL	O. GASPARINI



Marché classifié sans détention Secret

**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE MARCOULE
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

MARCHÉ N°: 4000XXXXXX / XXXXX

OBJET : Maintenance électromécanique du CEA Marcoule

Entre,

LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 Paris, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS 775 685 019, représenté par M., agissant en qualité de

Ci-après dénommé "le CEA",

D'une part,

Et,

En cas de candidature individuelle

..... (**nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par, agissant en qualité de

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

En cas de candidature en groupement

Le Groupement Momentané d'Entreprise (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**nom de la société**), **1^{er} cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de €, domiciliée au,
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS
....., représentée par, agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **2^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

Et,

..... (**nom de la société**), **3^{ème} cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),
au capital de €, domiciliée au, inscrite au Registre du Commerce et des
Sociétés de sous le numéro RCS, représentée par,
agissant en qualité de,

ET,

..... (***Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitant en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.***)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par "*les Parties*".

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Clause relative à la classification.....	6
ARTICLE 2	Objet	6
ARTICLE 3	Documents contractuels	6
ARTICLE 4	Nature et etendue du marché	6
4.1	Prestations fermes.....	7
4.2	Prestations optionnelles	8
4.3	Prestations sur prix unitaires	8
4.4	Prestations sur Fiche De Modifications sur Devis Préalable (FDMDP)	8
ARTICLE 5	Modalités d'exécution	9
5.1	Modalités de levée des options	9
5.2	Modalités d'exécution des prestations sur prix unitaires.....	9
5.3	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP.....	9
5.3.1	Expression du besoin	9
5.3.2	Offre du Titulaire	9
5.3.3	Signature de la FDMDP.....	10
ARTICLE 6	Conditions financières	10
6.1	Détails des prix	10
6.1.1	Prestations fermes.....	10
6.1.2	Prestations optionnelles	11
6.1.3	Prestations sur prix unitaires	11
6.1.4	Prestations sur FDMDP.....	12
6.2	Révision des prix	13
ARTICLE 7	Paiement du prix.....	14
7.1	Termes de paiement.....	14
7.1.1	Prestations fermes.....	14
7.1.2	Prestations optionnelles	14
7.1.3	Prestations sur Prix Unitaires	14
7.1.4	Prestations sur FDMDP.....	14
7.2	Modalités de facturation	14
7.3	Régime fiscal	15
ARTICLE 8	Durée et délai	15
8.1	Délai d'exécution des prestations.....	15
8.2	Durée du marché correspond au délai de validité du marché.....	16
8.3	Délais spécifiques.....	16
ARTICLE 9	Pénalités	17
9.1	Pénalités	17
9.2	Contrôle des exigences sociales et environnementales	18
9.3	Pénalités pour non publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé	18
ARTICLE 10	Conditions particulières d'exécution	19
10.1	Publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé	19

10.2	Arrêts de prestations de services	19
10.2.1	Généralités	19
10.2.2	Arrêts programmés	19
10.2.3	Arrêts inopinés du fait du CEA	19
10.2.4	Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire.....	19
10.2.5	Reprise des prestations	20
10.3	Suspension de marché	20
10.4	Interlocuteurs	20
10.5	Respect par le titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale	20
ARTICLE 11	clause sociale	21
ARTICLE 12	Evolution de périmètre.....	21
12.1	Variations du périmètre	21
12.2	Modalités de prise en compte des évolutions et calcul du nouveau montant forfaitaire annuel	21
ARTICLE 13	Gestion des modifications	22
13.1	Ajout de prestations unitaires forfaitaires	22
13.2	Évolution des prestations par FDMDP	22
ARTICLE 14	Sous-traitance.....	23
ARTICLE 15	Compétence juridictionnelle	23
ANNEXE 1	: Clauses génériques.....	24
ANNEXE 2	: Clauses de protection des informations	28
ANNEXE 3	: Prestations sur PU.....	30
ANNEXE 4	: Plan contractuel de sécurité	34
ANNEXE 5	: Surveillance médicale du personnel d'entreprise extérieure appelée à travailler sur le site de Marcoule	35

ARTICLE 1 CLAUSE RELATIVE A LA CLASSIFICATION

Le présent marché est classifié Secret sans détention au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Les prescriptions particulières de sécurité sont précisées dans le Plan Contractuel de Sécurité annexé au marché.

ARTICLE 2 OBJET

Le présent marché a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les prestations de **maintenance et d'assistance aux contrôles réglementaires des appareils électromécaniques des installations ATALANTE, CD, FLS, LG1, HERA, ICS, ISAI, SAG, SCO, SG, MEDICAL, SPR, VISIATOME et PHENIX du CEA Marcoule.**

Les prestations du présent marché sont assurées pour le compte de la Direction Générale (DG), Centre de Marcoule (MAR), Service Technique et Logistique (STL), Groupe Maintenance Exploitation (GMEX).

ARTICLE 3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule *,
- Le cas échéant le Plan Contractuel de Sécurité N°25-069,
- Le Cahier des Charges référencé SP-STL-2025-1777673 du 12/01/2026 et ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur *,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1^{er} janvier 2022,
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. du, à titre supplétif. **A renseigner par le soumissionnaire.**

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

ARTICLE 4 NATURE ET ETENDUE DU MARCHE

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L.1111-4 du Code la commande publique.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'article 2 supra, comprennent :

- Des prestations fermes
- Des prestations optionnelles
- Des prestations sur bordereau de prix unitaires (BPU)
- Des prestations sur Fiche de Modification Préalable (FDMDP)

4.1 PRESTATIONS FERMES

Le Titulaire réalise les prestations fermes suivantes :

- L'**inventaire de départ**, conformément au §2.5 du Cahier des charges
- Les **opérations de maintenance préventive et rondes**, définies au §3.2 du Cahier des charges
- Les **opérations de maintenance corrective de niveau 1 à 4**, définies au §3.3 du Cahier des charges :

Plusieurs cas peuvent être envisagés :

Cas1 : Diagnostic et réparation in situ sans PdR.
Cas 2 : Diagnostic et réparation in situ avec PdR en Stock et réapprovisionnement des PdR.
Cas 3 : Diagnostic et échange standard avec le matériel en stock et réparation ou réapprovisionnement du matériel défectueux.
Cas 4 : Diagnostic avec réparation nécessitant l'approvisionnement des PdR.

Pour les cas 1, 2 et 4 :

Pour les interventions dont le coût total (pièces et main d'œuvre) ne dépasse pas 1200 € HT, le titulaire prendra à sa charge tous les moyens techniques et humains pour assurer la maintenance corrective. Pour les interventions dont le coût total dépasse 1200 € HT, le CEA se réserve le droit de faire réaliser ces interventions soit par le titulaire, soit par une autre entreprise mise en concurrence. Dans le premier cas, le titulaire prendra à sa charge 1200 € HT et le CEA ne prendra en charge que le montant au-delà de 1200€ HT via FDMDP. Dans le deuxième cas, 1200 € HT par intervention seront déduits de la facture mensuelle du titulaire et la réception des travaux sera faite conjointement par le CEA et le titulaire.

Pour le cas 3 :

Pour la part diagnostic et échange standard il n'y a pas de notion de seuil. Le coût est à la charge du titulaire dans le forfait. Le titulaire prendra à sa charge tous les moyens techniques et humains pour assurer ces opérations.

Pour la part réparation ou réapprovisionnement du matériel, la clause ci-dessus pour les cas 1, 2 et 4, s'applique. Le titulaire devra présenter un argumentaire technico-économique justifiant le choix de réparation ou de réapprovisionnement.

Pour tous les cas en cas de recours à un sous-traitant par le Titulaire :

Pour les interventions de maintenance corrective de niveau 3 et 4 pour lesquelles le titulaire fait appel à un sous-traitant (voir § 6.6.4 du Cahier des charges), les coûts éventuels d'accompagnement et de peines et soins liés à la sous-traitance restent entièrement à la charge du titulaire et ne sont pas pris en compte dans le calcul du coût total qui détermine l'application des seuils.

- La mise en **astreinte**, définies au §3.4 du Cahier des charges
- L'**assistance aux organismes agréés lors des contrôles réglementaires**, définie au §3.5 du Cahier des charges, hors ESP

- La **gestion de la maintenance, pièces de rechange comprises**, telle que définie au §4 du Cahier des charges

Les prestations et les livrables attendus au titre des prestations fermes sont détaillés au cahier des charges, cité à l'article 2 supra.

4.2 PRESTATIONS OPTIONNELLES

En option, le Titulaire réalisera les prestations suivantes :

- **Option 1** : Prolongation des prestations pour une durée d'un an supplémentaire
- **Option 2** : Prolongation des prestations pour une durée d'un an supplémentaire
- **Option 3** : Réversibilité sortante d'une durée de 3 mois, comprenant :
 - o Une phase de réversibilité sortante active – la phase de réversibilité sortante active est d'une durée d'un mois avant la fin du contrat. Durant cette phase, le Titulaire sortant assurera la prestation sous sa responsabilité et transmettra les informations nécessaires aux agents du Titulaire entrant.
 - o Une phase de réversibilité sortante passive - le Titulaire sortant doit assurer une assistance à temps plein pour une durée de deux mois, afin de suivre et former les agents du Titulaire entrant aux spécificités organisationnelles et techniques de la prestation.
- **Option 4** : Plus-value pour mise à disposition de locaux par le Titulaire (dans le cas où le CEA ne mettrait pas à disposition les locaux indiqués au §6.1 du Cahier des charges)
 - o **Option 4.1** : Mise à disposition de locaux par le Titulaire pour une durée d'un an au titre de la part ferme – cette option est renouvelable deux fois
 - o **Option 4.2** : Mise à disposition de locaux par le Titulaire pour une durée d'un an au titre de la prolongation des prestations (en cas de levée de l'option de prolongation) – cette option est renouvelable une fois

4.3 PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Les prestations sur prix unitaires (PU) sont définies en annexe du présent marché et concernent notamment les thématiques suivantes :

- La maintenance préventive exceptionnelle des compresseurs liés au compteur horaire (§3.3 du Cahier des charges)
- L'assistance et les épreuves pour les contrôles réglementaires des appareils à pression ESP (§3.5 du Cahier des charges)

Le Titulaire s'engage à fournir, pour toute la durée du marché, les articles référencés sur PU. En cas d'indisponibilité d'un article quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à en informer immédiatement le CEA par écrit et à lui proposer son remplacement par un article de nature, qualité et prix équivalents. Le CEA disposera d'un délai d'un mois pour accepter ou refuser ce nouvel article. La substitution n'est possible qu'après autorisation écrite du CEA.

4.4 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATIONS SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet du marché et concernent les prestations suivantes :

- **La maintenance corrective d'un montant >1200 euros**
 - o Dans les cas 1, 2 et 4 et dans le cas 3 pour la réparation ou réapprovisionnement du matériel (définis à l'article 4.1 supra), le CEA pourra solliciter l'EM pour la réalisation de ces interventions. L'EM prend alors à sa charge 1200 € HT et le CEA prend la part au-delà de 1200 € HT.
- **Les opérations de maintenance sur les appareils non pris en charge dans le cadre de la maintenance préventives et rondes** (§3.3 du Cahier des charges)

- **La maintenance corrective des appareils sous garantie** (§3.3 du Cahier des charges), en cas de défaillance de l'installateur ou d'urgence sureté, sécurité
- **Les travaux de modification et d'amélioration, tels que définis au §3.6 du Cahier des charges** (§3.6 du Cahier des charges)
- **L'approvisionnement du stock initial des pièces de rechange** (§4.5 du Cahier des charges)
- **Les interventions dans le cadre de l'astreinte** (§3.4 du CCTP)

ARTICLE 5 MODALITES D'EXECUTION

5.1 MODALITES DE LEVEE DES OPTIONS

Chacune des options visées à l'article 3.2 supra pourra être levée par le CEA par courrier ou courrier électronique :

- Pour les options 1, 2 et 4, avec un délai de préavis minimum de 2 mois ;
- Pour l'option 3, avec un délai de préavis minimum de 1 mois.

Dans le cas où les options ne seraient pas levées par le CEA, le Titulaire ne pourra élever aucune réclamation et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

5.2 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES

Cet article concerne les prestations sur prix unitaires visées à l'article 3.3 supra et définies en annexe du présent marché.

Toute prestation sur PU, demandée par le CEA, donne lieu à l'émission d'un ordre de service (OS). L'ordre de service (OS) sera émis avec un préavis de 10 jours calendaires avant le commencement des prestations.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations sans avoir reçu l'OS signé par une personne dûment habilitée à engager le CEA.

La réception des prestations est formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

5.3 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP

Pour les prestations visées à l'article 3.4 supra, les prestations seront engagées comme suit :

5.3.1 Expression du besoin

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

5.3.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 5.1.4 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations du marché,
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 5.1.4 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

5.3.3 Signature de la FDMDP

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA et, sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le plafond mentionné à l'article 5.1.4 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui sont définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

Les prestations sur FDMDP ne peuvent être notifiées que durant la période de validité du marché.

ARTICLE 6 CONDITIONS FINANCIERES

Le montant estimé des prestations est plafonné à **xx** €HT (CE du mois de remise de l'offre [M0]) ainsi décomposé :

- Montant des prestations fermes : **xx** €HT,
- Montant des prestations optionnelles : **xx** €HT,
- Montant plafond sur prix unitaires : **xx** €HT,
- Montant plafond sur devis préalables : **xx** €HT.

6.1 DETAILS DES PRIX

6.1.1 Prestations fermes

Le prix des prestations fermes du marché est fixé à la somme forfaitaire et révisable de :

..... € HT

Soit, en toutes lettres :

A renseigner par le soumissionnaire.

Libellé des actions	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
Année 1 (1er novembre 2026 au 31 octobre 2027)	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Année 2 (1er novembre 2027 au 31 octobre 2028)	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Année 3 (1er novembre 2028 au 31 octobre 2029)	..... € HT	Forfaitaire	Révisable

A renseigner par le soumissionnaire.

6.1.2 Prestations optionnelles

Les prix des prestations optionnelles forfaitaires et révisables du marché sont les suivants :

Prestations	Prix en € HT	Unité	Nature du prix
Option 1 – 1 an supplémentaire (année 4)	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Option 2 – 1 an supplémentaire (année 5)	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Option 3 – Réversibilité sortante	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Réversibilité sortante active	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Réversibilité sortante passive	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Option 4 – Plus-value de mise à disposition de locaux par le Titulaire dans le cas où le CEA ne mettrait pas à disposition de locaux		Forfaitaire	Révisable
Option 4.1 – Mise à disposition pour un an au titre de la part ferme	..... € HT	Forfaitaire	Révisable
Option 4.2 – Mise à disposition pour un an au titre de la prolongation des prestations	..... € HT	Forfaitaire	Révisable

A renseigner par le soumissionnaire.

6.1.3 Prestations sur prix unitaires

Les prestations sur prix unitaires sont réalisées sur la base des prix forfaitaires et révisables définis en annexe du présent marché.

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT
(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),

Soit, en toutes lettres :

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur PU n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

6.1.4 Prestations sur FDMDP

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 4.4 supra (notamment celles relatives à la maintenance corrective d'un montant supérieur à 1200 euros), les prestations sur FDMDP visées à l'article 4.4 supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :

Profils - Qualification		Taux horaires	Taux journaliers*
P1	Chargé d'affaires	_____ € HT	_____ € HT
P2	Chargé de travaux	_____ € HT	_____ € HT
P3	Responsable sécurité	_____ € HT	_____ € HT
P4	Technicien méthode	_____ € HT	_____ € HT
P5	Ingénieur	_____ € HT	_____ € HT
P6	Technicien supérieur	_____ € HT	_____ € HT
P7	Technicien	_____ € HT	_____ € HT
P8	Intervenant	_____ € HT	_____ € HT
P9	Soudeur	_____ € HT	_____ € HT
Le soumissionnaire peut ajouter des lignes		_____ € HT	_____ € HT

(*) : Base 7,8 h/j

A renseigner par le soumissionnaire.

- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques du marché. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.

Coefficient de peines et soins	_____ %
--------------------------------	---------

A renseigner par le soumissionnaire.

Pour les prestations d'intervention en astreinte, les taux suivants sont applicables :

	Taux horaire de l'intervention en €HT
Samedi (7h45 – 16h30)	_____ € HT
Dimanche (7h45 – 16h30)	_____ € HT
Jour semaine (7h45 – 16h30)	_____ € HT
Jour férié (7h45 – 16h30)	_____ € HT
Nuit (16h30 – 7h45)	_____ € HT
Nuit en week-end (16h30 – 7h45)	_____ € HT

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

..... € HT
(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché)

Soit, en toutes lettres :

Les parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

6.2 REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 5.1 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (____ 20__), ce mois est appelé « mois zéro » (M0). **A renseigner par le soumissionnaire.**

Ils sont révisibles à la date d'enclenchement du marché puis annuellement selon les modalités définies ci-après :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur les formules définies ci-après :

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left(0,05 + 0,75 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0,20 \times \frac{FD}{FD_{x_0}} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,
P₀ = Prix aux conditions économiques du mois 0,
ICHTrev - TS₀ = Valeur de l'Indice du Coût Horaire du Travail révisé – Tous Salariés avec effet CICE, du mois de XXX 2026 (mois 0), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565183, pour les industries mécaniques et électriques,
FD₀ = Valeur de l'indice divers de la construction – FD – Poste frais divers des index bâtiments et travaux publics, du mois XXX 2026 (mois 0), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001711011,
Indice_i = dernière valeur connue de ce même indice au mois de la date d'enclenchement du marché puis au mois de la date anniversaire de l'enclenchement du marché.

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,100, les parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

ARTICLE 7 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations du marché.

7.1 TERMES DE PAIEMENT

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

7.1.1 Prestations fermes

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 1/12^{ème} du montant forfaitaire annuel TTC, mensuellement et à terme échu, après acceptation sans réserve par le CEA des prestations réalisées et remise des livrables associés (compte-rendu mensuel).

7.1.2 Prestations optionnelles

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

Pour les options 1, 2 et 4 :

- 1/12^{ème} du montant forfaitaire TTC de l'option intéressée, mensuellement et à terme échu, après acceptation sans réserve par le CEA des prestations réalisées et remise des livrables associés (compte-rendu mensuel).

Pour l'option 3 :

- 100% du montant forfaitaire TTC de l'option intéressée, à terme échu, après acceptation sans réserve par le CEA des prestations réalisées.

7.1.3 Prestations sur Prix Unitaires

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- 100% du montant TTC du prix unitaire correspondant, à la validation par le CEA des prestations objet du prix unitaire.

7.1.4 Prestations sur FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte.

7.2 MODALITES DE FACTURATION

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,

- Le code service : **VRH-C ou FMD-C** (sera précisé par le CEA lors de la finalisation du marché),
- Le numéro d'engagement ou le numéro du marché composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent marché.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : contact_demat@cea.fr

Toute facture non conforme aux termes du marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions du marché.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : relances@cea.fr
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'information sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

7.3 REGIME FISCAL

Le Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 8 DUREE ET DELAI

Le marché prend effet à compter du 1^{er} novembre 2026.

8.1 DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent à compter de **T0** pendant une durée de 3 ans fermes exprimée comme suit :

Délai d'exécution = T0 + 3 ans fermes

Soit du 1^{er} novembre 2026 au 31 octobre 2029.

En option, le marché pourra être prolongé pour une durée d'un an supplémentaire, soit :

- Option 1 : Un an supplémentaire à compter du 1^{er} novembre 2029 ;
- Option 2 : Un an supplémentaire à compter du 1^{er} novembre 2030.

L'option 3 relative à la réversibilité sortante prolongera le marché la durée du marché de deux mois. La réversibilité sortante se décline selon les phases suivantes :

- Réversibilité sortante active – Durée d'un mois préalablement à la fin du marché
- Réversibilité sortante passive – Durée de deux mois

8.2 DUREE DU MARCHÉ CORRESPOND AU DELAI DE VALIDITE DU MARCHÉ

La durée du marché est la période durant laquelle le marché est en vigueur. Le présent marché sera réputé terminé suite à l'exécution complète des obligations découlant du présent marché.

8.3 DELAIS SPECIFIQUES

Le Titulaire devra respecter certains délais spécifiés dans le cahier des charges notamment :

- *Respect du planning de la maintenance préventive :*

INDICATEUR IMP1 RESPECT DU PLANNING DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE (§3.2 DU CDC)	
IMP1= Date de fin réelle inter – (Date de fin prévue inter + Tolérance)	
Objectif mensuel	0 Jour de retard
Tolérances	0 jour pour les EI et 5 jours ouvrés pour les autres équipements

- *Respect du délai de remise des rapports de maintenance préventive et ronde*

INDICATEUR IMP2 RESPECT DU DELAI DE REMISE DES RAPPORTS DE MAINTENANCE PREVENTIVE ET RONDE (§3.2 DU CDC)	
IMP2= Date de remise des rapports – (Date de fin réelle inter + Tolérance)	
Objectif mensuel	0 Jour de retard
Tolérances	0 jour pour les EI et 5 jours ouvrés pour les autres équipements

- *Respect des délais de réparation au forfait*

INDICATEUR IMC1 RESPECT DES DELAIS DE REPARATION AU FORFAIT	
IMC1= Date de fin réelle inter – (Date de fin prévue inter + Tolérance)	
Objectif mensuel	0 Jour de retard
Tolérances	0 jour pour les EI et les PAV et 5 jours ouvrés pour les autres équipements

- *Respect des délais de remise des devis*

INDICATEUR IMC2 RESPECT DES DELAIS DE REMISE DES DEVIS (§3.3 DU CDC)	
IMC2= Date de remise du devis – (Date de demande du devis + Délai de consultation)	
Objectif mensuel	0 Jour de retard
Tolérances	0 jour pour les EI et 5 jours ouvrés pour les autres équipements

- *Respect des délais de réparation correctif hors forfait*

INDICATEUR IMC3 RESPECT DES DELAIS DE REPARATION CORRECTIF HORS FORFAIT	
IMC3= Date de fin réelle inter – (Date de demande d'engagement des travaux + Tolérance + Délai d'approvisionnement)	
Objectif mensuel	0 Jour de retard
Tolérances	0 jour pour les EI et 5 jours ouvrés pour les autres équipements

- *Respect des délais d'intervention correctif*

INDICATEUR IMC4 RESPECT DES DELAIS D'INTERVENTION CORRECTIF	
IMC4= Date et heure réelles d'intervention – (Date et Heure d'information de la survenance d'une panne + Tolérance)	
Objectif mensuel	0 Jour de retard
Tolérances	0 jour pour les EI et 5 jours ouvrés pour les autres équipements

- *Respect du planning de préparation des contrôles réglementaires ESP*

INDICATEUR IACR1 RESPECT DES DELAIS D'INTERVENTION CORRECTIF (§3.5 DU CDC)	
Imp1= Date de fin réelle de préparation – (Date de fin planifiée de préparation + Tolérance)	
Objectif mensuel	0 Jour de retard
Tolérances	Aucune

- *Respect du planning des contrôles réglementaires*

INDICATEUR IACR2 RESPECT DU PLANNING DES CONTROLES REGLEMENTAIRES (§3.5 DU CDC)	
Imp1= Date de fin réelle de préparation – (Date de fin planifiée de préparation + Tolérance)	
Objectif mensuel	0 Jour de retard
Tolérances	Aucune

- *Respect des délais d'intervention en astreinte*

INDICATEUR IAST1 RESPECT DES DELAIS D'INTERVENTION EN ASTREINTE (§3.4 DU CDC)	
IAST1= Date et Heure réelles d'intervention – (Date et Heure d'information de la survenance d'une panne + Tolérance)	
Objectif mensuel	0 Jour de retard
Tolérances	Aucune

ARTICLE 9 PENALITES

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes du marché révisé incluant le montant des prestations fermes, des options levées et les Ordres de Services et les FMDMP contractualisés par le CEA.

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

9.1 PENALITES

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

En cas de mauvaise exécution ou de non-conformité (notamment en cas de manquement à la qualité, aux exigences définies dans le Cahier des charges ou aux consignes d'exploitation et/ou de sécurité), les prestations devront être reprises par le Titulaire, à sa charge, sans frais supplémentaires pour le CEA.

Le respect des délais est une donnée importante de mesure de la qualité. Le non-respect des délais entraînera l'application de pénalités dans les cas cités ci-dessous.

L'écart mesuré entre les délais à respecter et les délais atteints vient impacter un compteur de points suivi mensuellement qui sert d'indicateur qualité de la prestation. A partir du 101ème point, les pénalités s'appliqueront à raison de 10 € par point (nota : le compteur de point est remis à 0 en chaque début de mois).

Le système des pénalités est précisé au §5.1 du CCTP et s'applique aux tâches suivantes :

- Les visites de maintenance préventive (§5.2)
- Les opérations de maintenance corrective (§5.3)
- L'assistance aux contrôles réglementaires (§5.4)
- L'astreinte (§5.5)
- Les rapports d'activités mensuels et annuels (§5.6)
- La mise en œuvre des améliorations de maintenance (§5.7)
- La qualité de la maintenance (§5.8)
- Les pièces de rechange et matériels échange standard (§5.9)
- La mise à jour documentaire (§5.10)
- Le non-respect des modes opératoires, des règles de sécurité et de la propreté de chantiers (§5.11)
- La non création d'OT

Le cumul annuel de l'ensemble des pénalités ne pourra dépasser la limite maximale de 10% du montant HT de la part forfaitaire annuelle du marché.

9.2 CONTROLE DES EXIGENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans la prestation qui lui est confiée. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte aux prestations de l'accord-cadre en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire s'engage également à mettre en œuvre a minima deux mesures de progrès social en faveur des personnels participant de manière directe ou indirecte à l'exécution des prestations, conformément à l'article 11 infra.

Le titulaire présentera dans une note annuelle les actions menées en matière sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation, ainsi que les deux mesures de progrès social mises en place.

Non-respect du délai de remise de la note annuelle relative aux actions menées en matière de protection de l'environnement	50 € par semaine de retard à compter de la date anniversaire du T0
Non-respect de la mise en place de deux mesures de progrès social en faveur des personnels participant de manière directe ou indirecte à l'exécution des prestations	1 000 € par an à compter de la date anniversaire du T0

9.3 PENALITES POUR NON PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

En cas de défaut de publication sur le site de l'ADEME des documents visés à l'article 10.1 infra dans un délai de six mois maximum à compter de la notification du marché une pénalité de 100 € est appliquée de plein droit par jour de retard constaté.

ARTICLE 10 CONDITIONS PARTICULIERES D' EXECUTION

10.1 PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE

Le Titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification du marché qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>).

Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du marché pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

10.2 ARRETS DE PRESTATIONS DE SERVICES

10.2.1 Généralités

Les arrêts de prestations de services sont soit programmés, soit inopinés.

Dans tous les cas, ils feront l'objet d'un Procès-Verbal contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

10.2.2 Arrêts programmés

Un arrêt pour lequel le CEA a informé le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 5 jours calendaires ne saurait donner lieu à rémunération du Titulaire.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

10.2.3 Arrêts inopinés du fait du CEA

La rémunération des arrêts inopinés peut être effectuée dans les conditions cumulatives suivantes :

- Arrêt du fait du CEA,
- Supérieur à une demi-journée,
- Impossibilité pour le Titulaire de réaffecter son personnel à d'autres tâches (tâches comprises dans le marché ou sur d'autres marchés),
- Rémunération limitée à la main d'œuvre uniquement,
- Rémunération limitée à deux jours par arrêt.

Le montant de l'indemnisation des frais de main d'œuvre est déterminé, en accord avec le CEA, sur présentation des justificatifs du titulaire et est plafonné à la somme journalière et révisable de :

..... € HT

Soit en toutes lettres :

A renseigner par le soumissionnaire.

Le montant de ces dépenses est facturé TTC par le Titulaire, mensuellement et à terme échu, sur état récapitulatif accepté par le CEA.

10.2.4 Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire

Les arrêts causés par des facteurs externes au Titulaire et au CEA peuvent faire l'objet de constats d'arrêt permettant de comptabiliser uniquement l'impact délai qu'ils entraînent, et ne donnent pas lieu à rémunération.

10.2.5 Reprise des prestations

Quel que soit le type d'arrêt, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des prestations interrompus au plus tard dans les cinq jours calendaires après la notification par le CEA de la fin de l'indisponibilité.

10.3 SUSPENSION DE MARCHÉ

Sans préjudice des cas légaux de suspension, le CEA peut prescrire la suspension de tout ou partie du marché. Cette prescription sera effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le Titulaire pourra demander au CEA une indemnisation correspondant aux frais de démobilisation/remobilisation que la suspension engendrerait.

- Concernant la part main-d'œuvre, l'indemnité est plafonnée par suspension à 3% du montant forfaitaire annuel au titre des prestations fermes et optionnelles levées du marché.
- Concernant la part fournitures et matériels, le montant de l'indemnité sera discuté entre les Parties au moment de la suspension, selon la phase d'exécution durant laquelle cette dernière serait prononcée.

Le Titulaire apportera tout élément justifiant sa demande (Factures, contrats avec les fournisseurs...).

La suspension entraînera la prorogation du délai contractuel en cours pour les durées correspondantes.

Le CEA informera le Titulaire de la fin de la suspension par lettre recommandée avec un préavis de 15 jours ouvrés.

10.4 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du marché, les parties désignent comme interlocuteurs :

	Techniques	Contractuels
Pour le CEA	GASPARINI Olivier, Chargé d'affaires Tel : 04.66.79.16.28 Courriel : olivier.gasparini@cea.fr	CARMINATI Célia, Acheteuse Tel : 04.66.79.15.75 Courriel : celia.carminati@cea.fr
Pour le Titulaire	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction Tel : Courriel :

A renseigner par le soumissionnaire.

10.5 RESPECT PAR LE TITULAIRE DU MARCHÉ DE LA RÉGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas

échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

ARTICLE 11 CLAUDE SOCIALE

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre a minima deux mesures de progrès social en faveur des personnels participant de manière directe ou indirecte à l'exécution des prestations. Ces mesures peuvent concerner l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, l'emploi des personnes en situation de handicap, la formation des jeunes en situation de décrochage scolaire, l'égalité et la mixité professionnelle, la lutte contre les discriminations et l'amélioration des relations et des conditions de travail. Les mesures seront engagées dès le démarrage du marché. Le Titulaire sera en mesure de justifier les actions réalisées dans le cadre de la prestation lors des réunions de suivi avec le CEA.

ARTICLE 12 EVOLUTION DE PERIMETRE

12.1 VARIATIONS DU PERIMETRE

Le périmètre technique est susceptible d'évoluer au cours de la prestation, par exemple en fonction de la mise en application de nouvelles réglementations, de l'ajout ou du retrait d'équipements à maintenir.

Une évolution de périmètre peut se traduire soit par une augmentation d'activité, soit par une diminution.

12.2 MODALITES DE PRISE EN COMPTE DES EVOLUTIONS ET CALCUL DU NOUVEAU MONTANT FORFAITAIRE ANNUEL

Lorsque le CEA souhaite faire évoluer le périmètre technique tel que défini à l'article 12.1 supra, il en informe le Titulaire sans délai. Et inversement, lorsque le Titulaire constate une évolution du périmètre technique, il doit en informer le CEA.

Le Titulaire procède au chiffrage des prestations supplémentaires ou de la moins-value en conformité et aux conditions économiques des prix de la décomposition de l'offre initiale, pour la seule période restante du marché, à compter de la prise en compte des évolutions (SFR1). Ce chiffrage fera l'objet d'une négociation avec le CEA.

Les valeurs ci-dessous sont définies :

R : Durée restante du marché exprimée en mois

SFR0 : Somme des Forfaits mensuels contractuels Restants (montants forfaitaires mensuels contractuels identifiés comme les montants forfaits initiaux ou les montants forfaitaires mensuels modifiés suite à avenant) jusqu'au terme du marché, valeur de référence servant au calcul du pourcentage de l'évolution

SFR1 : Somme des Forfaits mensuels Restants incluant les évolutions cumulées depuis le début du marché jusqu'à son terme

D= SFR1-SFR0 : impact de l'évolution des prestations pour la durée restante (exprimé en plus ou moins-value)

Si $D / SFR0$ est inférieur ou égal à 5/100, le Titulaire réalise les prestations sans la modification du marché et à sa charge. Les variations seront formalisées par le CEA par l'émission de lettres de gestion faisant apparaître les variations techniques et leurs montants associés.

Si $D / SFR0$ est supérieur à 5/100, ou si le cumul des lettres de gestion dépasse 5/100, le CEA déclenche un avenant dont le montant global est égal à D (en plus ou moins-value). Cet avenant entraînera une modification de chaque Forfait mensuel contractuel restant qui sera considéré comme le SFR0 de référence. Le Titulaire ne réalise aucune prestation forfaitaire supplémentaire avant d'avoir reçu cet avenant.

ARTICLE 13 GESTION DES MODIFICATIONS

13.1 AJOUT DE PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES

Lorsqu'un besoin de nouvelles prestations récurrentes apparaît en cours d'exécution du présent marché, en lien avec l'objet global du marché et en complément des prestations sur PU déjà prévues, les Parties peuvent convenir de la création d'un nouveau PU.

Ce nouveau prix unitaire est objectivé par comparaison avec les prix unitaires existants, soit établi sur la base du montant d'une FDMDP déjà contractualisée ayant un objet similaire.

Dans les deux hypothèses, les taux forfaitaires du marché servent de base à ce chiffrage.

Dans tous les cas, le CEA formalisera cette modification :

- Soit par une lettre de gestion co-signée des parties dans la limite de 5 nouveaux prix unitaires pour la durée totale du marché.
- Soit par un avenant au marché, au-delà de cette limite.

L'ajout de nouveaux PU n'a pas d'impact sur le montant plafond prévu à l'article 5.1.3 supra.

13.2 ÉVOLUTION DES PRESTATIONS PAR FDMDP

Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 4.3 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter le marché et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 5.1.4 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement du marché.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant au marché.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

ARTICLE 14 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet du marché sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.
Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du marché doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages du marché.

ARTICLE 15 COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent marché est le Tribunal Administratif de Nîmes.

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

ANNEXE 1 : CLAUSES GENERIQUES

1) Conditions d'accès au site de Marcoule

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, pour chacun de ses salariés amenés à accéder sur le Centre de Marcoule, le responsable de l'Entreprise devra déposer ou envoyer à l'Accueil du Centre de Marcoule, à minima 15 jours ouvrés avant l'accès de ses salariés, un dossier de 1^{ère} demande d'accès.

Il pourra demander, par mail, la liste des documents à fournir : mar_accueil_cea@cea.fr

Le dossier complet et validé par le CEA sera envoyé à l'adresse ci-dessous :

CEA MARCOULE
Accueil des Entreprises – Bât. N°419
BP 17171
30207 BAGNOLS SUR CEZE Cedex

Tél. : 04.66.79.13.40

Tout dossier incomplet et non signé sera retourné.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution de la commande, les certificats et les habilitations requis pour tous les agents amenés à intervenir sur le site et à signaler toute modification intervenant en cours d'exécution de la commande. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par des salariés du Titulaire dépourvus des habilitations et certificats nécessaires.

2) Accès aux moyens de transport collectif du CEA Marcoule

Le CEA a mis en place différentes lignes de cars vers le site de Marcoule. Le personnel d'entreprises extérieures travaillant sur le Centre de Marcoule peut être autorisé à utiliser les moyens de transport collectif du CEA Marcoule sous réserve de la signature d'une convention avec le CEA et du paiement du coût d'utilisation indiqué dans ladite convention. Pour toutes questions sur les modalités et la réalisation de ladite convention, le Titulaire du marché doit transmettre sa demande par mail à l'adresse mar_transportdupersonnel@cea.fr

3) Modalités de livraison

Site de Marcoule

Tous les colis transitent par la rupture de charge du CEA Marcoule sauf dans les cas suivants :

- Si le volume de livraison est supérieur à 20m³, ou si le colis est de dimensions supérieures à : longueur 4m, largeur 2m, hauteur 2m,
- Si le poids du colis dépasse 1 tonne,
- Si la livraison concerne des produits en vrac, comme notamment le gaz,
- Si la livraison concerne des produits destinés au restaurant d'entreprise,
- Si la livraison concerne des matières vivantes, des matières radioactives,
- Si le CEA émet une demande particulière.

Dans ces cas précédemment cités, la livraison sera effectuée directement sur le Centre de Marcoule par le fournisseur, Cf. Procédure d'accès au Centre de Marcoule visiteurs et livreurs – PR120.

Adresse et coordonnées de la rupture de charge :

ROUMEAS SERVICES pour le compte du CEA Marcoule
420 rue Paul Sabatier
30290 LAUDUN - L'ARDOISE

Tél 04.66.33.76.84
MAR_RUPTUREDECHARGE@cea.fr

Mentions obligatoires devant figurer à l'extérieur du colis :

- N° commande CEA
- Nom du fournisseur
- Nom du destinataire
- N° du bâtiment de livraison

Horaires de réception : du lundi au vendredi **de 8h à 12h** (pas de réception possible en dehors de cette plage horaire), hors jours fériés.

Le camion du livreur doit disposer obligatoirement d'un hayon pour les palettes, caisses, etc... Le déchargement est à la charge du livreur.

Fournitures importées d'un pays tiers (hors UE)

Le prix est établi sur la base DAP – Rupture de charge ROUMEAS SERVICES, Laudun - l'Ardoise – Incoterms © ICC 2020 (Delivered At Place).

Le Titulaire est responsable de la livraison, y compris des frais de transport jusqu'à l'aire sous douane située à l'adresse de livraison infra. Les frais de douane et la TVA sont pris en charge par le CEA.

Adresse de livraison :

Merci de laisser le bon de livraison sur le colis et d'ajouter une copie de la facture commerciale à l'expédition à l'adresse suivante :

ROUMEAS SERVICES pour le compte du CEA Marcoule
420 rue Paul Sabatier
30290 LAUDUN L'ARDOISE

Marché n° : 4000/ P.....
À l'attention de M./Mme xxxxxx (Compléter le nom du prescripteur)

Merci d'ajouter clairement les informations suivantes sur le colis :

INFORMATION A L'ATTENTION DE L'EXPORTATEUR :
INSCRIRE SUR L'EMBALLAGE A L'ATTENTION DU TRANSPORTEUR :

Ci-après les modalités de dédouanement du CEA/Marcoule, applicables pour toute importation de pays tiers :

- Ne pas dédouaner, régime T1 (transit),
- La marchandise devra impérativement être dédouanée par le transitaire en douane du CEA/Marcoule :

GPK Services.
P/C CEA Marcoule
Chez ROUMEAS SERVICES
F - 30290 – LAUDUN L'ARDOISE

Tél. : 00.33(0)3.20.68.00.20

Fax : 00.33(0)3.20.68.46.06

Mobile : 06.68.25.35.71

Mail : ivergier@gpk.fr

"Mise en AIRE SOUS DOUANE"

Dédouanement :

Pour permettre à notre commissionnaire en douane de procéder au dédouanement, merci d'envoyer une copie de la facture (pas une facture proforma) + le numéro de MAWB + le document de transit par email à : MAR-CJ-DOUANES@cea.fr impérativement avec les informations suivantes :

À l'attention de M./Mme xxxxxx (Compléter le nom du prescripteur)
Marché n° : 4000/ P.....

4) Jours de fermeture du Centre

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution de l'accord-cadre. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

5) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité

Management de la qualité (ISO 9001)

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système et la conformité à la réglementation en vigueur (arrêté INB ou arrêté IANID). Par ailleurs, en application de l'arrêté INB ou arrêté IANID, le CEA réalise des actions de surveillance des intervenants extérieurs pour vérifier le respect des exigences définies associées aux activités importantes pour la protection des intérêts (AIP) des INB ou aux activités importantes pour la sûreté (AIS) des IANID. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité et les actions de surveillance effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

Environnement (ISO 14001)

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les Parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser le marché dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

Santé/Sécurité (ISO 45001)

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

6) Assurances

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
Domage de nature conventionnelle	120 000 000 €	600 000 €
Domage de nature nucléaire	120 000 000 €	15 000 000 €

ANNEXE 2 : CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent marché n'ont pas vocation à être publics. Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies. Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ANNEXE 3 : PRESTATIONS SUR PU

Intervention	Prix unitaire
Pompe à vide à huile classique	
Vidange de l'huile et filtre brouillard d'huile	
Remplacement du KIT pour PAV de 0 à 5 m3 et piège Zéolite	
Remplacement du KIT pour PAV de plus de 5 à 25 m3 et piège Zéolite	
Remplacement du KIT pour PAV de plus 25 à 40 m3 et piège Zéolite	
Remplacement PAV de 0 à 5 m3 et piège Zéolite	
Remplacement PAV de plus de 5 à 25 m3 et piège Zéolite	
Remplacement PAV de plus 25 à 40 m3 et piège Zéolite	
Pompe à vide sèche classique	
Remplacement du KIT pour PAV de 0 à 5 m3	
Remplacement PAV de 0 à 5 m3	
Pompe à vide à huile chimique	
Vidange de l'huile et filtre brouillard d'huile	
Remplacement du KIT pour PAV de 0 à 5 m3 et piège Zéolite	
Remplacement du KIT pour PAV de plus de 5 à 25 m3 et piège Zéolite	
Remplacement du KIT pour PAV de plus 25 à 40 m3 et piège Zéolite	
Remplacement PAV de 0 à 5 m3 et piège Zéolite	
Remplacement PAV de plus de 5 à 25 m3 et piège Zéolite	
Remplacement PAV de plus 25 à 40 m3 et piège Zéolite	
Pompe de prélèvement des stations SPR environnement	
Remplacement d'une pompe de prélèvement SALMSON	
Remplacement du KIT pompe SALMSON	
Remplacement d'une pompe de prélèvement KSB ou PURIJET 10m3/h	
Remplacement du KIT pompe KSB ou PURIJET 10m3/h	
Remplacement d'une pompe de prélèvement DELASCO	
Remplacement du KIT pompe DELASCO	
Remplacement d'une pompe de prélèvement ALBIN 1m3/h	
Remplacement du KIT pompe ALBIN 1m3/h	
Hydro-collecteur	
Remplacement d'un Hydro-collecteur	
Remplacement d'une pompe à vide	
Remplacement vanne, pince tuyau	
Frisekee	
Remplacement electrovanne frisekee	
Remplacement glissiere tiroir	
Remplacement tuyau PVC au ml	
Remplacement tuyau souple	
Pompe de Forage	
Remplacement d'une pompe de rabattement de forage point 53	
Pompe GRUNFOS Débit conso : 56m3/h avec sondes et câble électrique	
Dépose et pose d'une pompe de rabattement de forage point 53:	

Remplacement d'une pompe de rabattement de forage point 157: Pompe de 4". Débit maximal à 5m3/h (variateur installer pour changer le débit en fonction de la hauteur d'eau). Sommet de la pompe mise en place à -11m/tampon. Sonde de sécurité à -10,5m/tampon	
Dépose et pose d'une pompe de rabattement de forage point 157:	
Remplacement d'une pompe de rabattement de forage point 160: pompe de 4". Débit maximal à 1m3/h (variateur installer pour changer le débit en fonction de la hauteur d'eau). Sommet de la pompe mise en place à -9,7m/tampon. Sonde de sécurité à -8,7m/tampon	
Dépose et pose d'une pompe de rabattement de forage point 160:	
Remplacement d'une pompe de rabattement de forage point 161:: pompe de 4". Débit maximal à 5m3/h (variateur installer pour changer le débit en fonction de la hauteur d'eau). Sommet de la pompe mise en place à -15m/tampon. Sonde de sécurité à -14m/tampon	
Dépose et pose d'une pompe de rabattement de forage point 161:	
Pompe de puisard	
Remplacement d'une pompe de puisard	
Pose et dépose d'une pompe de puisard	
Remplacement kit de réparation d'une pompe de puisard	
Portails / Portes	
Pose et dépose d'un portail Entrée/sortie site	
Pose et dépose d'une nasse Entrée/sortie site	
Remplacement d'un galet	
Remplacement d'un fin de course (y compris réglage, essais,.....)	
Remplacement d'une barre palpeuse (y compris réglage, essais,.....)	
Remplacement d'une cellule (y compris réglage, essais,.....)	
Réglage d'une cellule (y compris réglage, essais,.....)	
Remplacement d'un gyrophare	
Remplacement d'un Klaxon	
Remplacement d'un moteur-réducteur (y compris réglage, essais,.....)	
Recalage / réalignement d'un moteur	
Remplacement d'une crémaillère au ML	
Remplacement d'un rail au ML	
Remplacement d'une serrure	
Compresseurs ATLAS COPCO	
Maintenance 2000 heures	
Maintenance 4000 heures	
Maintenance 8000 heures	
Compresseur BAUER VERTICUS 5	
Maintenance 500 heures	
Maintenance 1000 heures	
Maintenance 2000 heures	
Maintenance 3000 heures	
Maintenance 6000 heures	
Soupape	
Remplacement d'une soupape (y compris matériel)	
Radioprotection	
Demi-vacation TQRP	

Canalisations et crépines du Rhône	
Intervention de plongeur scaphandrier et d'un camion d'assainissement pour curage et nettoyage d'une crépine du Rhône.	
Interventions électriques / automatismes	
Réparation panne automate / supervision	
Remplacement disjoncteur, contacteur, relais	
Reset/mise à jour programme automate (mineure)	
Remplacement servomoteur TGO	
Interventions hydrauliques / pneumatiques	
Remplacement vérin hydraulique/pneumatique	
Remplacement flexible hydraulique/pneumatique au ML	
Recherche fuite hydraulique/pneumatique	
Recalage / réalignement d'une pompe hydraulique/pneumatique	
Divers	
Location d'échafaudage d'un m2 et d'une hauteur inf. ou égal à 2m.	
Supplément par mètre de hauteur au dessus de 2m	
Location d'une nacelle à la journée (y compris transport)	
Location d'une nacelle camion à la journée (y compris transport)	
Location d'une grue jusqu'à 60 tonnes à la demi journée (y compris chauffeur+transport)	
Location d'une grue supérieur à 60 tonnes à la demi journée (y compris chauffeur+transport)	
Pose d'étiquette de repérage sur un nouvel équipement (déjà intégré dans la part forfaitaire)	
Création d'un mode opératoire (déjà intégré dans la part forfaitaire)	
Remplacement filtre air/huile (hors maintenance forfaitaire)	
Intervention à la journée d'un technicien spécialisé (constructeur) (hors maintenance Forfaitaire)	
ESP BALLON D'HUILE (de 0 à 100 bars et inférieur à 1m3)	
Assistance C Réglementaire pour Inspection Périodique	
Assistance C Réglementaire pour Epreuve Hydraulique	
ESP BALLON DE SECHEUR D'AIR (de 0 à 100 bars et inférieur à 1m3)	
Assistance CR pour IP avec remplacement "alumine"	
Assistance CR pour HP avec remplacement "alumine"	
ESP BALLON D'AIR INDUSTRIEL OU RESPIRABLE (de 0 à 100 bars et inférieur à 1m3)	
Assistance C Réglementaire pour Inspection Périodique	
Assistance C Réglementaire pour Epreuve Hydraulique	
ESP BALLON D'AIR INDUSTRIEL OU RESPIRABLE (de 0 à 100 bars et de 1m3 à 10m3)	

Assistance C Réglementaire pour Inspection Périodique	
Assistance C Réglementaire pour Epreuve Hydraulique	
ESP BALLON D'AIR INDUSTRIEL OU RESPIRABLE (de 100 à 1000 bars et inférieur à 100 litres)	
Assistance C Réglementaire pour Inspection Périodique	
Assistance C Réglementaire pour Epreuve Hydraulique	
ESP AUTOCLAVE / REACTEUR (de 100 à 1000 bars et inférieur à 100 litres)	
Assistance C Réglementaire pour Inspection Périodique	
Assistance C Réglementaire pour Epreuve Hydraulique	
ESP AUTOCLAVE / REACTEUR (de 1000 à 1500 bars et inférieur à 100 litres)	
Assistance C Réglementaire pour Inspection Périodique	
Assistance C Réglementaire pour Epreuve Hydraulique	
ESP BALLON D'EAU pour extinction mousse (de 0 à 20 bars et de 0 à 200 litres)	
Assistance C Réglementaire pour Inspection Périodique	
Assistance C Réglementaire pour Epreuve Hydraulique	
ESP BALLON D'EAU pour extinction mousse (de 0 à 20 bars et de 200 à 1000 litres)	
Assistance C Réglementaire pour Inspection Périodique	
Assistance C Réglementaire pour Epreuve Hydraulique	
ESP BALLON D'EAU avec azote (de 0 à 100 bars et de 0 à 200 litres)	
Assistance C Réglementaire pour Inspection Périodique	
Assistance C Réglementaire pour Epreuve Hydraulique	

ANNEXE 4 : PLAN CONTRACTUEL DE SECURITE

Le Plan Contractuel de Sécurité annexé au présent marché comporte 21 pages

ANNEXE 5 : SURVEILLANCE MEDICALE DU PERSONNEL D'ENTREPRISE EXTERIEURE APPELEE A TRAVAILLER SUR LE SITE DE MARCOULE

La surveillance médicale du personnel d'entreprise extérieure appelé à travailler sur le site de Marcoule est exercée sous la responsabilité de l'entreprise. Ce personnel doit pouvoir présenter à la demande du CEA la fiche médicale d'aptitude (article D4624-47 du Code du Travail) délivrée par le médecin du travail de l'entreprise et attestant qu'il a suivi une visite médicale légale.

Les salariés d'entreprises extérieures appelés à travailler sous rayonnements ionisants (intervenant en zone contrôlée et donc classés A ou B) et ceux soumis à un risque particulier sur le site de Marcoule font l'objet d'un suivi individuel renforcé de leur état de santé, en application des articles R4624-22 et suivants du code du travail.

Le Service de Prévention et de Santé au Travail (SPST) et le Laboratoire d'Analyses Biologiques de Marcoule (LABM) du CEA Marcoule réalisent pour le compte des entreprises extérieures, les examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA, conformément à l'article R4513-11 du code du travail.

Le SPST via le LABM n'assure que l'évaluation de l'exposition interne liée à l'objet du marché (examens radiotoxiques de début et fin de chantier, suivis systématiques, prélèvements nasaux, anthroporadiamétries, ...) demandé par le médecin du travail.

Les résultats des examens sont transmis au médecin du travail de l'entreprise extérieure.

Les frais correspondants à ces examens seront facturés par le CEA Marcoule selon les modalités décrites ci-après.

1/ GRILLE TARIFAIRE

Les tarifs applicables pour chaque examen sont ceux en vigueur l'année de la réalisation des examens. Les tarifs applicables au 1^{er} janvier 2025 sont définis ci-après par typologie d'examen.

Scénario	Examens	Coût unitaire en €HT
Systématique	GAMMA TOTAUX ORG. ENTIER SYST.	135,3 €
	SPECT. X POUMONS	248,0 €
	ACTINIDES FECES SYSTEMATIQUES	689,3 €
	TRITIUM URINES SYSTEMAT.	13,5 €
	URANIUM SELLES SYST. ACTIVITE	397,8 €
En cas d'Incident	NASaux - ALPHA SPR INCIDENT	14,5 €
	NASaux - BETA SPR INCIDENT	14,5 €
	NASaux - ALPHA SMT INCIDENT	14,5 €
	NASaux - BETA SMT INCIDENT	14,5 €
	GAMMA TOTAUX ORG. ENTIER INCID	135,3 €
	ACTINIDES FECES INCIDENT	689,3 €
	DETEC. X/GAMMA Blessure	141,7 €
	TRITIUM URINES INCIDENT	11,3 €
	Visite Médecin	60 €

2/ FACTURATION

Le CEA transmettra ses factures semestriellement à terme échu sur la base du récapitulatif des examens considérés par salarié de l'entreprise bénéficiaire, à qui le SPST du CEA Marcoule a adressé une convocation sur la période.

Les factures seront établies par le Service Financier et Contrôle de Gestion (SFCG) du CEA Marcoule et adressées par voie dématérialisée à l'entreprise extérieure.

Les factures seront réglées au CEA, par virement bancaire à la BNP Paribas – PARIS-AG-CENTRALE ENTREPRISES (00818), 9 – 11 rue Marivaux, 75002PARIS, IBAN : FR76 3000 4008 1800 0212 1622 127, SWIFT : BNPAFRPPXXX, dans un délai de 30 jours fin de mois à compter de leur date d'émission

Les examens d'analyses de biologie médicale sont exonérés de TVA conformément à l'article 261-4-1° du code général des impôts.

Tout retard dans le paiement de la facture donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable, à la facturation par le CEA, pour chaque jour calendaire de retard, d'intérêts de retard calculés sur la base du taux légal multiplié par 3 ainsi qu'au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Le décompte des pénalités débute le jour suivant immédiatement la date d'échéance et se termine le jour du règlement effectif.

3/ EVOLUTION TARIFAIRE

Les tarifs précités sont fermes pour l'année 2025 et seront révisés au 1^{er} janvier de chaque année selon la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times \left(0,75 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0,25 \times \frac{CPF\ 32.50}{CPF\ 32.50_0} \right)$$

dans laquelle :

P = Tarifs révisés pour l'année N+1,

P₀ = Tarifs applicables de l'année N.

ICHTrév-TS = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques et techniques, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565195 pour le mois de juin 2025 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

ICHTrév-TS₀ = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges - Tous salariés – Activités spécialisées, scientifiques et techniques, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 001565195 pour le mois de juin 2024 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N-1 pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

CPF 32.50 = Valeur de l'indice du prix de production de l'industrie française pour le marché français ; instruments et fournitures à usage médical et dentaire, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010763978 pour le mois de juin 2025 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

CPF 32.50₀ = Valeur de l'indice du prix de production de l'industrie française pour le marché français ; instruments et fournitures à usage médical et dentaire, publié au Bulletin Mensuel de la statistique de l'INSEE sous l'identifiant 010763978 pour le mois de juin 2024 pour le calcul des tarifs révisés de l'année 2026 puis pour le mois de juin de l'année N-1 pour le calcul des prix révisés de l'année N+1.

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.